

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS
A PARIS 15^e, 11BIS, RUE SEXTIUS MICHEL
TENUE LE 30 OCTOBRE 1980

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT
Et le trente Octobre à 17 heures 30

Les copropriétaires de l'immeuble sis à PARIS 15^{ème},
11bis Rue Sextius Michel,

Se sont réunis en assemblée générale ordinaire au cabinet
du syndic, 23 Rue JJ Rousseau à PARIS 1^{er}, suivant convocation par
lettre recommandée en date du 14 Octobre 1980.

La feuille de présence fait apparaître que *six* coproprié-
taires sur 10 sont présents ou représentés réunissant *695* /1.000^{ème}
généraux.

Il est alors passé à l'examen des questions figurant à
l'ordre du jour.

1.- constitution du bureau

sont nommés :

- Président *J. de Boudon*
- Scrutateur : *J. de Boudon* *D. Niard*
- Secrétaire *D. Babut*

M.HABERT remet au bureau de l'assemblée la feuille de
présence, les récépissés d'envoi recommandé des convocations.

M. le Président constate que l'assemblée a été réguliè-
rement convoquée et peut délibérer.

2.- examen et approbation des comptes de l'exercice 79/80.-

Les comptes sont approuvés par *694* /1.000^{ème}.

.../...

.../...

3.- quitus au syndic de sa gestion.-

Quitus est accordé au syndic de sa gestion par 695 /1.000ème.

4.- renouvellement des fonctions du syndic.-

Le mandat de M. HABERT est renouvelé par 695 /1.000ème.

5.- fixation du budget 1980/1981.-

Le budget 1980/81 est fixé à la somme de 85.000 francs
par 696 /1.000ème.

6.- travaux de peinture.-

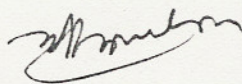
Dévis Martinaggi voté par 694 /1.000
dans son intégralité.

7^o Monsieur Girard signale à la copropriété que
Melle Girard co-propriétaire au 6^{ème} étage
a percé une fenêtre dans une partie
commune créant ainsi une servitude de
vue sur son appartement sans en avoir
eu l'accord de la co-propriété et en contrevention
avec les règles de l'urbanisme (absence de
permis de construire). La co-propriété mandate
le syndic afin d'obtenir le rétablissement des

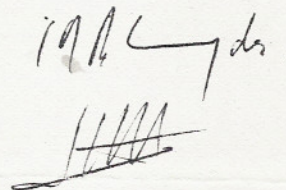
liens en leur état primitif.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est
levée à 19, 10 heures,
De tout ce que dessus il a été dressé le présent
procès-verbal.

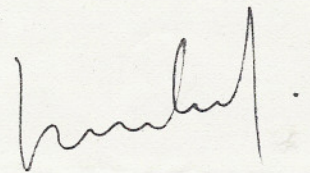
Le Président



Le Scrutateur



Le Secrétaire



Paris, le 1er Décembre 1980

Conformément à l'article 42 de la loi du 10 Juillet 1965, je vous
précise que les actions ayant pour objet de contester les décisions
des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être intro-
duites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un
délai de deux mois à compter de la notification desdites décisions.